

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT



DJIBOUTI 2005





OMD

Les Objectifs
du Millénaire

DJIBOUTI
2005

Ce deuxième rapport national sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), résultat d'un travail collectif entre les structures du Gouvernement, le Système des Nations Unies, la Société Civile et les autres partenaires au développement, est l'expression de l'engagement du Gouvernement de Djibouti et de tous les acteurs et partenaires au développement à œuvrer ensemble pour la réalisation des OMD, dont la Déclaration a été adoptée en septembre 2000 à New York.

La continuité dans l'élaboration et la publication des rapports nationaux sur les OMD vise d'une part, à rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de chacun des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement et, d'autre part, à relever et analyser les problèmes et obstacles pour identifier et évaluer les besoins et actions à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne seront atteints que par la poursuite des efforts dans la mise en place de stratégies intégrées de développement axées sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration du système éducatif et des

conditions d'accessibilité à l'école de tous les enfants, l'amélioration de l'environnement sanitaire de la population et une coopération internationale fructueuse et équitable.

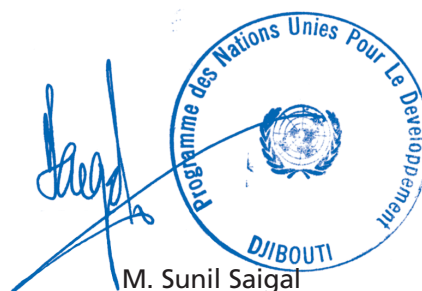
Cependant, les niveaux des progrès réalisés par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le Développement ne seront vraiment connus et appréciés que lorsque le Système Statistique National sera en mesure de répondre efficacement et durablement aux besoins d'information du processus de suivi et évaluation des programmes de développement mis en place. En effet le renforcement du Système Statistique National constitue l'un des défis majeurs à relever au plan national.

Ce rapport, à travers lequel l'accent est aussi mis sur les actions du Gouvernement et des organismes internationaux, constitue un document de plaidoyer en faveur d'un engagement fort et soutenu des partenaires au développement à soutenir les efforts du Gouvernement de la République de Djibouti dans la voie du développement socio-économique du pays.



Son Excellence M. Mahamoud Ali Youssouf

Ministre des Affaires Étrangères
et de la Coopération Internationale



M. Sunil Saigal

Coordonnateur Résident
des Activités Opérationnelles
du Système des Nations Unies à Djibouti



PRÉFACE	PAGE 3	SIGLE & ABRÉVIATIONS	PAGE 7
SOMMAIRE	PAGE 5	INTRODUCTION	PAGE 9
PROFIL DU PAYS			PAGE 10
OBJECTIF 1	PAGE 15		
RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM			
OBJECTIF 2	PAGE 22		
ASSURER UNE ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS			
OBJECTIF 3	PAGE 28		
PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES			
OBJECTIF 4	PAGE 34		
RÉDUIRE LA MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS			
OBJECTIF 5	PAGE 38		
AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE			
OBJECTIF 6	PAGE 42		
COMBATTRE LE VIH/SIDA ET D'AUTRES MALADIES			
OBJECTIF 7	PAGE 46		
ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE			
OBJECTIF 8	PAGE 52		
METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL			
CONCLUSION	PAGE 59	ANNEXES	PAGE 60



ADEPF	Association Djiboutienne pour l'Équilibre et la Promotion de la Famille
ADETIP	Agence Djiboutienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
BAD	Banque Africaine de Développement
CCA	Bilan Commun de Pays
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DISED	Direction de la Statistique et des Études Démographiques
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTC3	Vaccin Diphtérie, Tétanos et Coqueluche
EDAM-IS2	Enquête Djiboutienne Au près des Ménages (2002)
EDSF	Enquête Djiboutienne sur la Santé Familiale (PAPFAM)
FDDE	Fond de Développement Économique de Djibouti
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fond Social de Développement
HCR	Haut Commissariat aux Réfugiés
IDH	Indice de Développement Humain
IPH	Indicateur de Pauvreté Humaine
MENESUP	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONARS	Office National pour l'Assistance aux Réfugiés et aux Sinistrés
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance
PMA	Pays les Moins Avancés
PEV	Programme Élargi de Vaccination
PLS	Programme National de Lutte contre le Sida
PLAT	Programme de Lutte Anti Tuberculeux
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le Développement (United Nations Development Group)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFD	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIFEM	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets
VIH/SIDA	Virus d'Immuno-Déficience Humaine / Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise



La Déclaration du Millénaire adoptée le 8 septembre 2000 à New York par 191 pays parmi lesquels la République de Djibouti, établit une vision d'un monde meilleur à l'horizon 2015, un monde moins pauvre où l'accès à l'école serait universel pour tous les garçons et toutes les filles, où la santé des mères et des enfants serait meilleure au point de réduire significativement les mortalités infantiles et maternelles, un monde plus solidaire se portant garant d'un environnement durable pour les générations futures.

La Déclaration du Millénaire s'articule autour de huit objectifs principaux de développement appelés Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) assortis de 18 cibles chiffrées.

Les huit objectifs principaux sont :

- 1** Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- 2** Réaliser l'éducation primaire universelle
- 3** Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- 4** Réduire la mortalité infantile
- 5** Améliorer la santé maternelle
- 6** Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- 7** Assurer un environnement durable
- 8** Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Des indicateurs appropriés, au nombre de quarante huit, ont été retenus au niveau international pour mesurer les progrès accomplis par chaque pays pour atteindre ces objectifs.

Le présent rapport national est le deuxième rapport des OMD de Djibouti, le premier ayant été fait en 2003. Il vise, à l'aide d'indicateurs pertinents, à faire l'état des progrès réalisés par la république de Djibouti dans la mise en œuvre des actions et programmes de développement par rapport aux OMD. À ce titre, il constitue un cadre de relance du débat national sur le développement.

Cependant, il convient de souligner les difficultés et les contraintes qui limitent la production d'informations et la capacité d'analyse du système statistique dont la restructuration est actuellement en cours.

Le rapport, qui suit une méthodologie et un canevas type prédéfinis sur une directive du secrétariat de l'UNDG, passe en revue la situation et la tendance des indicateurs, met l'accent sur les efforts de l'État et identifie les défis et les priorités pour le développement.

GÉOGRAPHIE

La République de Djibouti est située dans la corne de l'Afrique, entre le 12^{ème} et 13^{ème} parallèle Nord, à l'entrée sud de la Mer Rouge. Elle a une superficie de 23 200 Km² et partage ses frontières avec l'Erythrée au nord-ouest, l'Éthiopie au Sud-Ouest et la Somalie au Sud-Est. Djibouti dispose de 372 Km de côtes ainsi que d'un espace maritime d'environ 7200 Km². Placée sur l'une des voies maritimes les plus empruntées du continent, Djibouti bénéficie d'une position géostratégique incontestable. Placée sur le rift africain, la République de Djibouti a un relief contrasté, dont l'altitude varie entre moins 150 mètres en dessous du niveau de la mer et plus de 2020 mètres.

Le climat est de type tropical aride chaud et sec.

La couverture végétale du pays est faible du fait de la rareté des précipitations combinée à la pauvreté des sols. Les ressources végétales que l'on rencontre sont constituées de steppes herbeuses, de graminées où dominent les acacias.

DÉMOGRAPHIE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La population de Djibouti est estimée à 632.000 habitants en 2000⁽¹⁾ avec un taux d'accroissement naturel de la population Djiboutienne de l'ordre de 3%. Géographiquement, la population est très inégalement répartie avec 68 % des habitants vivant dans la capitale, Djibouti-ville.

La structure de la population reste mal connue par manque de données démographiques fiables : le dernier recensement de la population remonte à 1983. Cette insuffisance de données démographiques pose actuellement un problème délicat de

dénominateur pour le calcul des indicateurs de suivi et évaluation de développement à tous les niveaux. Au delà du manque de données démographiques, c'est la faiblesse même de l'offre d'informations du système statistique qui est en cause et, le document de Diagnostic du Système Statistique National (SSN), validé en septembre 2004, de conclure que "le SSN, à l'état actuel, n'est pas en mesure de satisfaire les nouveaux besoins statistiques de suivi-évaluation des objectifs du DSRP avec 128 indicateurs et des 8 objectifs des OMD avec 18 cibles". Pour apporter une solution durable à ce problème de développement et de performance de l'outil statistique, le Gouvernement, avec l'appui de l'équipe des Nations Unies, mène actuellement une double opération d'harmonisation des indicateurs et de restructuration du SSN à travers (i) l'élaboration des méta données et (ii) l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNSD) ainsi que l'intégration des objectifs et d'un cadre de suivi des indicateurs DSRP et ODM par l'appropriation et l'utilisation nationale du logiciel DevInfo.

Djibouti fait partie des pays les moins avancés (PMA). Selon le Rapport Mondial sur le Développement Humain pour l'année 2004, Djibouti, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,454 est classée 154^{ème} sur 177 pays sur la base des données de 2002. Une grande partie de sa population (42,1%) vit en dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie à la naissance y est estimée à 45,8 ans.

CADRE POLITIQUE

Au cours de la décennie écoulée, le pays a subi d'énormes transformations notamment au niveau du cadre politique. Il s'est ainsi doté des institutions nécessaires à une démocratie de type pluraliste. La constitution du

⁽¹⁾ Chiffre arrêté officiellement par le Gouvernement de Djibouti



15 septembre 1992, adoptée par référendum le 4 septembre 1992, pose les fondements de l'organisation politique et constitue la loi suprême du pays.

Djibouti a un régime présidentiel où les pouvoirs de l'exécutif sont toutefois contrebalancés par les pouvoirs législatifs et judiciaires. L'Exécutif est composé du Président de la République, Chef du Gouvernement, d'un Premier Ministre qui assure la coordination de l'action gouvernementale et des ministres, dont le nombre est variable (entre 15 et 20). Le pouvoir législatif est entre les mains de 65 députés, dont 10% de femmes, représentant le peuple et qui siègent à l'Assemblée Nationale. Enfin, le pouvoir judiciaire est exercé par un Conseil Constitutionnel de 12 membres.

Le pays est actuellement dirigé par une coalition de quatre partis.

STRUCTURES ADMINISTRATIVES

À l'instar de bon nombre de pays, la République de Djibouti s'est engagée sur la voie de la modernisation de l'État qui est aujourd'hui un enjeu majeur. Dans cette optique, la décentralisation est, à Djibouti, un axe central sur lequel repose la réforme de l'État.

Ainsi la loi sur la décentralisation répondant à des impératifs de bonne gouvernance locale et de rapprochement de l'administration des citoyens, divise la République de Djibouti en cinq structures administratives dénommées "Districts" qui sont elles-mêmes divisées en circonscriptions. La sixième structure, la capitale, étendue sur 600Km², est répartie en arrondissements. Elle sera ultérieurement dotée d'un statut particulier. Chacun des autres districts est doté d'un conseil régional. Les Conseils Régionaux ont la charge de gérer et de conduire les affaires des districts. Créé par décret présidentiel en 1999, chaque conseil régional est composé de 14

membres. Il intègre en son sein les représentants des ministères techniques, du secteur privé, de la société civile, notables et leaders communautaires. La présidence du conseil est assurée par le Commissaire de la République, représentant de l'État.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel en 1996, suivi en 1999 de la FRPC, en collaboration avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale a fondamentalement remis en cause le rôle de l'État et son omniprésence dans l'activité économique.

Cette nouvelle orientation s'est accompagnée de profonds changements au nombre desquels on peut compter le délestage de l'État de ses fonctions de nature commerciale en procédant à des privatisations à partir de 2000 et un programme d'assainissement budgétaire par le rétablissement des grands équilibres macro-économiques au prix de moults sacrifices.

En 2001, le gouvernement a élaboré un Document Stratégique de la Réduction de la Pauvreté intermédiaire (DSRP1) et un autre DSRP sur la période 2002-2004.

L'objectif du DSRP est de générer une dynamique de croissance influant positivement sur la pauvreté et le chômage. Il se fonde sur une projection établie sur le long terme et compte pour sa réalisation sur les atouts stratégiques du pays, notamment sur sa localisation géographique.

La stratégie est conçue pour être mise en action par étape (sur trois horizons : 2006, 2010, 2015). Elle met l'accent notamment sur la construction de nouvelles infrastructures portuaires (port de Conteneurs, port pétrolier, zones franches commer-

ciales), sur la valorisation des ressources humaines, sur la dynamisation de l'investissement privé dans l'optique d'une croissance forte, suffisante et créatrice d'emploi.

Le DSRP qui se décline en quatre axes majeurs, se propose de :

- Renforcer la compétitivité du pays et créer les conditions d'une croissance économique forte et durable,
- Accélérer le développement des ressources humaines, à travers la mise en œuvre de programmes ciblés sur les zones de pauvreté et les couches vulnérables,
- Réduire la pauvreté (améliorer l'accès des pauvres à l'eau et aux services de base),
- Promouvoir la bonne gouvernance politique, locale, économique et financière.

Basé sur une approche participative, le DSRP a vu la participation de l'ensemble des Ministères qui ont travaillé sur leurs stratégies de développement, fixé des priorités et des besoins d'investissement à court et moyen terme. L'ensemble des bailleurs soutiennent le DSRP et se positionnent par rapport à lui.

L'économie djiboutienne est principalement basée sur les services. Le secteur tertiaire représente 83% du PIB et occupe la très grande majorité des salariés. Le secteur primaire ne rentre que pour une partie infime dans le PIB, à hauteur de 3,2% alors que le secteur secondaire ne contribue qu'à hauteur de 13,5% de la richesse produite annuellement.

Par ailleurs, depuis l'instauration d'un partenariat stratégique entre le Port de Djibouti et le Port de Dubaï d'une part et l'aéroport de Djibouti et l'aéroport de Dubaï d'autre part, la place de Djibouti bénéficie d'un savoir faire qui lui permet d'améliorer sa compétitivité économique et de rendre des services avec efficacité et efficience ; ce qui permettra au pays une meilleure insertion dans l'économie mondiale.



Le taux de croissance économique est de +3,5% en terme réel en 2003 alors qu'il était de +2,6% en 2002, de + 1,9 % en 2001 et + 0,7% en 2000. Dans le même temps au niveau de l'inflation, malgré une légère hausse en 2003 et en 2004, l'on continue d'enregistrer des résultats prometteurs. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,4% en 2000 à 0,6% en 2002 pour marquer en 2003 et 2004 une légère hausse pour se maintenir à 2%.

En dépit d'énormes investissements consentis dans le cadre du projet du Port de Doraleh, il est indéniable que les fluctuations du cours du pétrole à la hausse d'une part, et les variations importantes des prix des produits importés d'autre part, ont grandement influé sur la performance de l'économie nationale.

Ainsi, nonobstant les réformes engagées, notamment pour stimuler la croissance de la consommation globale et les efforts d'investissement fournis, en hausse de 43% pour la période de 2000 à 2003, pour stimuler la création de l'emploi, les résultats sont mitigés. Le redressement économique reste insuffisant notamment au niveau des capacités de création d'emploi, eu égard aux séquelles importantes laissées par la crise économique que le pays a traversé. En outre, la lenteur dans la mise en œuvre des réformes proposées par les institutions de Bretton Woods a joué en défaveur du pays. Le chômage reste un phénomène socio-démographique récurrent et s'élève à près de 60% de la population active. Il touche 68,8% de la population féminine contre 54,6% pour les hommes. Le taux de chômage est singulièrement élevé chez les ménages relativement pauvres (72,4%) et les pauvres extrêmes (42,1%).

INDICATEURS-CLÉ DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEURS	VALEUR	ANNÉE
Population	632.000	2000 ⁽²⁾
Taux de croissance naturel population	3 %	1999
Population en dessous du seuil de pauvreté	42,1 %	2002
Espérance de vie à la naissance	45,8	2002
Indice de Développement Humain	0,454	2002
Taux de mortalité des moins de 5 ans	124,4 ‰	2002
Taux de mortalité maternelle (100.000 n.v)	546	2002
Prévalence HIV/SIDA chez les adultes	2,9%	2002
Taux Brut de Scolarisation	52,3%	2002
Filles/Garçons école primaire (IPS)	0,79	2002
Population avec accès à l'eau potable (urbain)	84 %	2002
Population avec accès à l'électricité (urbain)	56,9 %	2004

⁽²⁾ Chiffre arrêté officiellement par le Gouvernement de Djibouti.



OBJECTIF 1 :**RÉDUCTION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET DE LA FAIM**

CIBLE 1 : Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour entre 1990 et 2015

CIBLE 2 : Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim

SITUATION ET TENDANCES

L'appréciation de l'état de pauvreté et de son évolution repose sur des données statistiques permettant le suivi et l'évaluation des impacts et résultats des réformes et des politiques de développement mises en place dans le pays pour lutter contre la pauvreté. Cependant, les enquêtes socio-démographiques ayant une périodicité d'exécution de 5 ans, les seules données actuellement disponibles sont celles de 2002.

C'est pour cette raison que les résultats de l'enquête auprès des ménages EDAM2-IS (2002), qui ont permis d'appréhender en profondeur le phénomène de la pauvreté à Djibouti et à élaborer le Document Stratégique de la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le rapport OMD de 2003, seront encore utilisés pour donner l'état de la situation de la pauvreté.

L'enquête EDAM2-IS a permis de déterminer la proportion de la population vivant en dessous du seuil

de la pauvreté extrême qui est fixé, dans le cas de Djibouti, à 2.115 calories par équivalent adulte par personne et par jour, soit moins de 1,8 dollars par personne et par jour⁽³⁾. En comparant les résultats⁽⁴⁾ de EDAM1-IS (1996) à ceux de EDAM2-IS (2002), on s'aperçoit que la pauvreté extrême monétaire s'est considérablement accrue parmi la population entre 1996 et 2002 en passant de 9,6% à 42,1 % soit une augmentation de près de 33 points en 6 ans, c'est-à-dire une augmentation moyenne de 5,5 points par an. En d'autres termes 4 personnes sur 10 vivaient en 2002 avec moins de 1,8 dollars par jour.

Les caractéristiques de cette pauvreté extrême revêtent de grandes disparités :

► *Plus forte incidence de la pauvreté en milieu rural sédentaire (83 %) qu'en milieu urbain avec 66,2 % dans les villes de l'intérieur du pays et 34,7 % à Djibouti-ville, la capitale.*

INDICATEURS DE LA PAUVRETÉ EN 2002

	Taux d'incidence de la pauvreté extrême (% de la population)	Indice de GINI (en %)
Djibouti ville	34.7	39.4
Autres centres urbains	6.2	37.7
Localités rurales sédentaires	83.0	33.1
Ensemble	42.2	40.9

⁽³⁾ Ce seuil monétaire est déterminé en tenant compte de la pression sur les prix des produits alimentaires à Djibouti

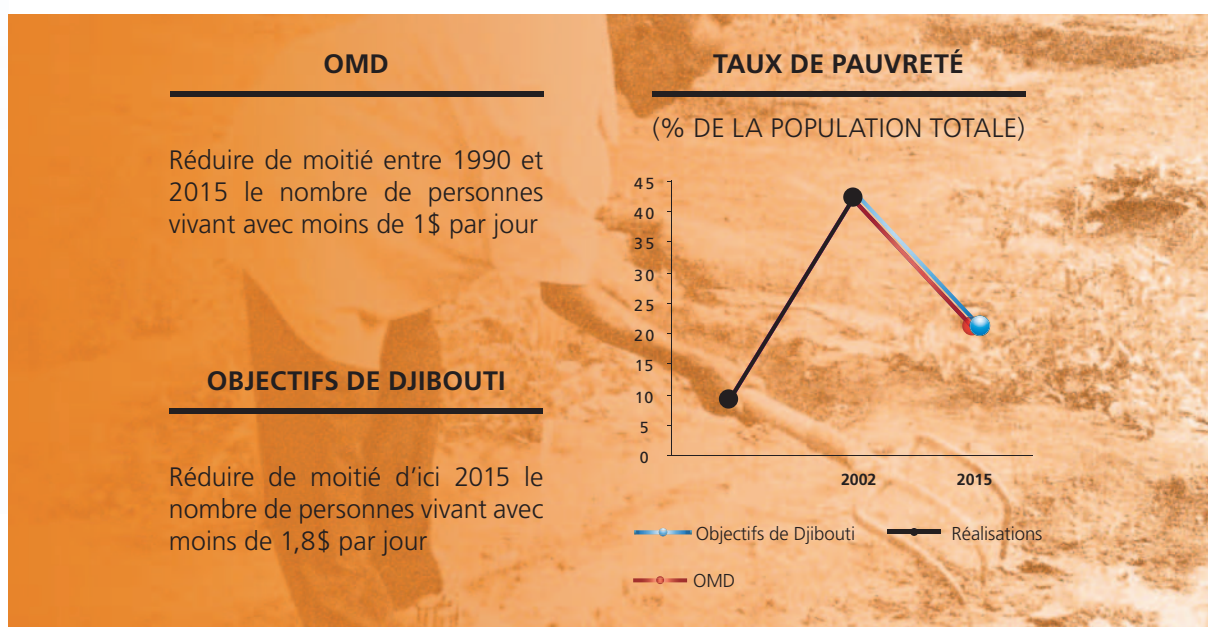
⁽⁴⁾ La taille réduite de l'échantillon de EDAM1-IS n'a pas permis de calculer des indicateurs de pauvreté à des niveaux plus fins.

► En analysant d'autres facteurs déterminants de l'état de pauvreté tels que l'accès au marché du travail et à l'emploi, la scolarisation, l'accès aux mécanismes et systèmes de production et d'accumulation de revenus, l'enquête EDAM2-IS établit que les femmes sont beaucoup plus pauvres que les hommes : les femmes qui représentent 52 % de la population totale ne représentent que 26,7% de la population active occupée.

► Le chômage élevé touche particulièrement les ménages dont le chef est célibataire (76,6 %) contre 39,9 pour les ménages dont le chef est marié. Les ménages dont le chef est une femme ont un taux de chômage de 68,6 %.

EDAM-IS2 révèle également que la forte prévalence de la pauvreté s'accompagne de l'accroissement des inégalités : l'indice de Gini, calculé sur la distribution des dépenses des ménages, est passé de 39,5 % à 40,9 % entre 1996 et 2002. Il existe surtout une forte propension à l'inégalité dans les zones pauvres et aussi pour les catégories socio-professionnelles pauvres. Ce qui marque au sein des pauvres eux-mêmes des écarts importants par rapport aux seuils de pauvreté.

RÉALISATIONS ET PROGRÈS À SUIVRE



Pour arrêter et inverser la tendance à la hausse du taux de la prévalence de la pauvreté dans le moyen et long terme et, en même temps, alléger le poids social de la pauvreté au sein des populations les plus défavorisées dans le court terme, le gouvernement de Djibouti s'est formellement engagé à travers le DSRP, qui constitue le cadre de référence en matière de lutte contre la

pauvreté, avec le concours des partenaires au développement, notamment les bailleurs de fonds, les organismes internationaux et la société civile à (i) renforcer la compétitivité économique du pays et à créer les conditions d'une croissance économique forte et durable, à (ii) valoriser les ressources humaines et à (iii) améliorer les conditions de vie des populations.



Pour atteindre ces objectifs, nous assistons actuellement à la poursuite de la mise en place des réformes politiques, économiques et sociales, et plusieurs programmes ciblés de lutte contre la pauvreté accompagnés de grandes réalisations sur le terrain, dont les impacts et résultats attendus dans l'environnement socio-économique devront permettre d'atteindre, à l'horizon 2015, l'objectif de la réduction de moitié du taux d'incidence de la pauvreté de 42,1 % à 21 %. Les réalisations en cours et les progrès enregistrés s'articulent autour de trois axes de développement comme souligné dans le DSRP:

► *Le renforcement de la compétitivité du pays et la création des conditions d'une forte croissance économique forte et durable :*

- la poursuite des politiques de stabilisation du cadre macroéconomique et de réformes structurelles entamées depuis 1996 à la suite des accords d'ajustement structurel signés avec les institutions de Breton Woods. Djibouti a réalisé un taux de croissance annuel moyen du PIB autour de 2,1% de 1999 à 2003.

Ce chiffre doit être perçu comme une performance si l'on se réfère au contexte du marasme économique de 1995 avec un taux négatif de croissance du PIB (-4,5%). Cette croissance s'est accompagnée d'une baisse du déficit budgétaire et la régularité du paiement des salaires des agents de l'État et des fournisseurs ;

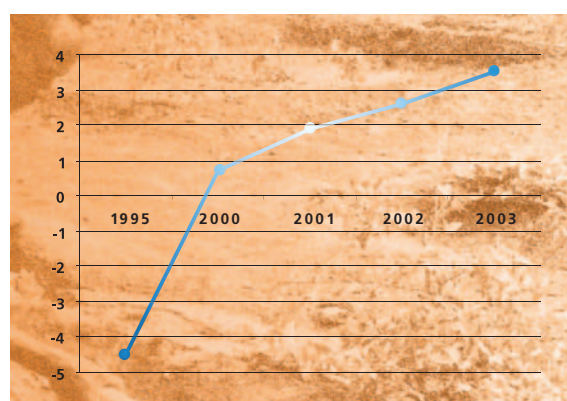
- la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel attractif pour l'investissement et la levée des obstacles au développement du secteur privé : entre 2000 et 2003, l'investissement brut s'est accru de 43 % et l'investissement public centré sur les secteurs sociaux (éducation et santé) et le secteur de la production (eau et électricité) a été multiplié par 2,3 ;

- la promotion de la place de Djibouti comme plateforme économique et financière compétitive au plan régional dont les phases les plus importantes sont, entre autres, la création de la zone franche, la gestion en partenariat avec les sociétés de Dubaï du port et de l'aéroport de Djibouti, la construction d'un nouveau port en eaux profondes à Doraleh. Il est prévu de créer une Zone Franche commerciale et industrielle d'un attrait potentiel de 2.500 entreprises manufacturières ou de service,

- le développement des infrastructures et la réduction des coûts des facteurs de production avec des baisses notables des taxes sur les produits à l'importation.

► *La valorisation des ressources humaines et la promotion du secteur privé : pour le gouvernement Djiboutien, la lutte contre la pauvreté passe par la création d'une dynamique de croissance et d'accumulation du capital humain pour réduire le chômage et améliorer les conditions de vie. C'est dans cette optique que des actions concrètes sont menées avec l'appui financier des partenaires au développement :*

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB



Source : Direction de l'économie

- des programmes ciblés ont été initiés en faveur des zones à forte incidence de pauvreté et des couches vulnérables ;



- L'Agence Djiboutienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (ADETIP) a été créée dans le cadre du premier Cadre Intérimaire de Lutte Contre la Pauvreté (DSRP 1) pour promouvoir des travaux à haute intensité de main d'œuvre. De 2000 à 2003 l'ADETIP a créé en moyenne près de 30.000 emplois Homme/Jour par an ;

- le Fonds Social de Développement (FSD) a été mis en place pour promouvoir la micro-finance et la micro-entreprise au profit des couches sociales les plus défavorisées et assurer la promotion socio-économique des femmes. Le FSD a déjà mis en place plus de 2.000 micro-crédits pour plus de 100 millions de FD, soit 564.972 USD pour 1 USD = 177 FD) ;

- le Fonds de Développement Économique de Djibouti a été créé pour soutenir par des moyens financiers et techniques le développement du secteur productif privé et des PME-PMI.

► *L'amélioration des conditions de vie des populations. Les projets initiés dans ce cadre s'attaquent directement aux facteurs déterminants de la pauvreté en améliorant l'accès des pauvres à la nourriture, à l'eau, à la santé et à l'éducation :*

- dans le cadre de la sécurité alimentaire, des systèmes d'alerte précoce sont mis en place dans les zones à risque en partenariat avec le FewNet et bientôt avec le PAM qui est déjà sur le terrain à travers d'autres programmes tels que (i) le programme "travail contre vivre" qui, tout en répondant aux besoins alimentaires de certains membres des communautés bénéficiaires de ce programme, leur permet, à travers leur force de travail, de participer pleinement à l'amélioration de leurs conditions de vie en ayant accès à l'eau, en creusant des puits, ou à l'amélioration de leur habitat, en construisant ou en rénovant des habitations (ii) les programmes de distribution de vivres aux populations en situation de crises alimentaires et (iii) le programme agricole, qui



à travers des petits matériels et des semences donnés aux coopératives agricoles, soutient et encourage le développement de l'agriculture maraîchère, source d'alimentation et de revenus pour les ménages.

- Le PAM fournit également l'assistance alimentaire aux populations réfugiées installées dans les camps. Ces populations sont en général totalement démunies et sans aucune source de revenu. Cette assistance a contribué à améliorer l'état nutritionnel des réfugiés en particulier des plus vulnérables à savoir les femmes et les enfants. Les rations alimentaires de base fournies aux réfugiés par la Communauté internationale, à travers le PAM, sur une base mensuelle sont distribuées en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et l'ONARS.

- Le PAM soutient également le programme de rapatriement volontaire des Réfugiés Somaliens en leur octroyant des paquets alimentaires de retour équivalents à 9 mois de rations alimentaires par personne rapatriée.

- dans le cadre de l'accès à la santé, l'accent est à mettre (i) sur la création des pharmacies communautaires dans les centres de santé qui mettent plus de 42 produits pharmaceutiques essentiels à la disposition des malades pauvres à des prix

variant entre 30 et 300 FD (0,17 USD et 169 USD) - de mai 2002 à 2004, 5 pharmacies furent ouvertes -, (ii) sur le programme de Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant, le programme de la santé reproductive et le programme de prise en charge des malades du SIDA; (iii) sur le programme de prise en charge médicale des réfugiés mis en place et financé par le HCR. En effet, les camps de réfugiés gérés par le HCR et l'ONARS sont dotés de cliniques gérées par des médecins qualifiés (des expatriés) et régulièrement approvisionnées en médicaments essentiels, en équipement médical de base mais également soutenues en moyens logistiques. Cette prise en charge gratuite a permis de garantir une bonne santé aux réfugiés mais aussi à la population locale avoisinante qui a également accès à ces cliniques.

- dans le cadre de l'accès à l'éducation, il faut souligner des programmes sociaux tels que (i) "Kit scolaire" initié en partenariat avec l'UNICEF et qui vise à donner un kit de fournitures scolaires à tous les élèves de l'école primaire pour assurer une chance aux enfants, dont les parents n'ont pas les moyens, d'aller à l'école, et dans de meilleures conditions, (ii) "cantine scolaire" mis en place avec le concours du PAM dans certains villages pour inciter et encourager les populations à envoyer leurs enfants, à qui on assure le couvert, à l'école. Par ailleurs, le





Ministère de l'Éducation Nationale a facilité l'accès de l'école à tous les enfants en levant l'obstacle des papiers d'état civil à l'inscription. (iii) mise en place d'écoles de réfugiés (cycle complet - niveau Primaire) dans chaque camp, financé chaque année par la communauté internationale à travers le HCR depuis l'instauration des camps de réfugiés à Djibouti. L'accès à l'école est gratuit pour tous les enfants réfugiés en âge d'être scolarisés. Les fournitures scolaires, le matériel didactique et les équipements scolaires leurs sont gratuitement octroyés. Afin de garantir un bon encadrement aux élèves, des indemnités et primes d'encouragement sont octroyées au personnel enseignant essentiellement identifié dans la communauté réfugiée et recruté sur la base du volontariat.

- dans le cadre du programme initié par l'OMS sur les Besoins Essentiels pour le Développement (BED), plusieurs activités ont été entreprises dans les domaines de :

- l'Information /mobilisation de la communauté,
- la Santé notamment la protection de l'environnement, la santé scolaire, la formation des agents de santé communautaire, d'accoucheuses traditionnelles et construction d'un poste de santé,
- l'Éducation/alphabétisation, avec la formation des adultes et des enfants ayant dépassé l'âge scolaire,
- de la Formation professionnelle sur l'artisanat, la couture l'informatique et l'agriculture,
- de l'amélioration de l'environnement notamment la réhabilitation de réservoirs et l'aménagement de périmètres agricoles.
- des activités génératrices de revenus pour trente bénéficiaires ont été également réalisées.

- Dans le cadre du suivi et de la mesure de la pauvreté, le PNUD apporte un appui à l'amélioration du fonctionnement du Système Statistique National afin d'assurer un suivi effectif de la mise en œuvre du DSRP et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), un appui qui porte spécifiquement sur l'élaboration des méta-données et du Schéma Directeur de la Statistique est en cours. De plus, le PNUD a initié un projet de mise en place d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS).

DÉFIS À RELEVER

La lutte contre la pauvreté est une priorité nationale et l'objectif de Djibouti à l'horizon 2015 est de ramener de 42 % à 21 % le taux de prévalence de la pauvreté extrême. Les principaux défis liés à la lutte contre la pauvreté dans sa complexité multidimensionnelle portent sur :

► la nécessité de mettre en place un système de suivi-évaluation intégré qui permettra, sur la base de données statistiques courantes, fiables et suffisantes (i) d'aider à la prise de décisions, (ii) d'évaluer régulièrement les progrès réalisés dans le Cadre de la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté et (iii) d'attirer l'attention sur les insuffisances et les faiblesses des programmes de développement mis en place.

► le maintien des équilibres macro-économiques et de la croissance de l'économie. Dans le processus d'accroissement, l'État doit veiller à une meilleure répartition des richesses nationales ;

► l'accès des populations les plus pauvres et les plus vulnérables (femmes, jeunes) aux soins de santé de base ;

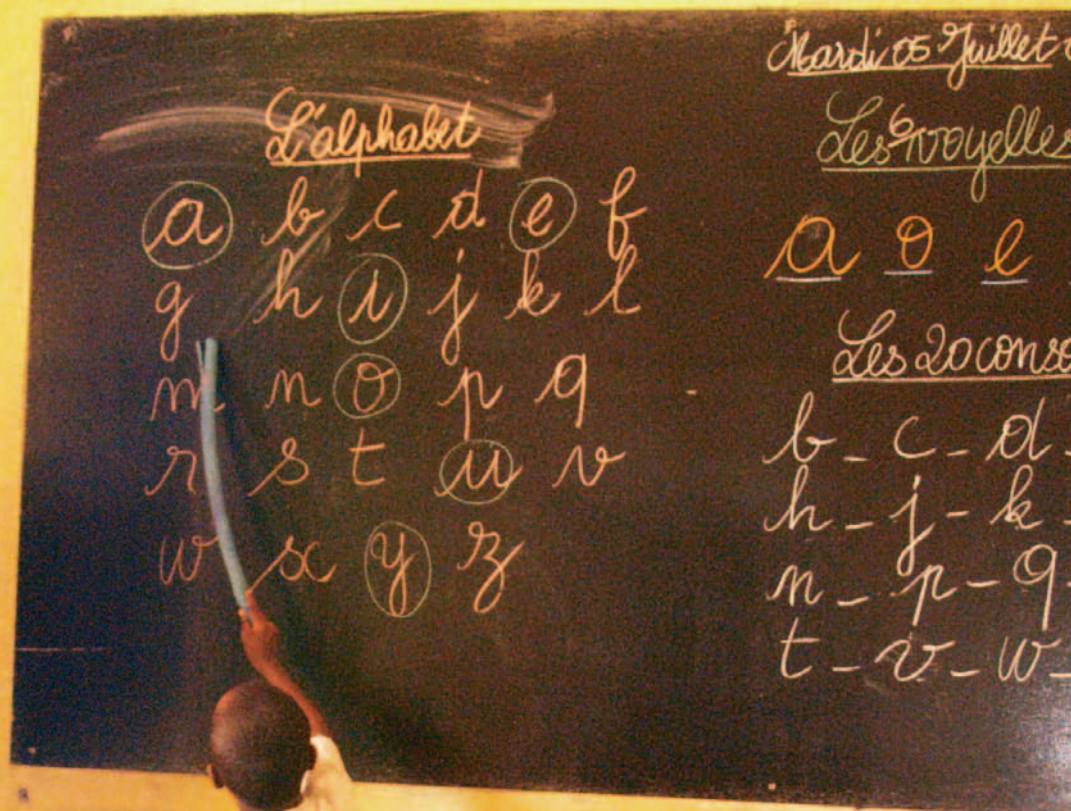
► l'efficacité et la disponibilité des services et infrastructures sociales publiques ;

► la maîtrise de l'accroissement démographique

► les priorités pour l'aide au développement, qui doivent être orientées (i) vers le maintien d'un volume suffisant de ressources d'aide publique au développement, (ii) vers la nécessité d'améliorer la mobilisation et l'utilisation des ressources intérieures et extérieures et (iii) vers l'appui aux politiques et programmes favorables aux pauvres.

ENVIRONNEMENT POUR LE SUIVI ET ÉVALUATION

Environnement	Appréciations		
Capacités de collecte de données	Fort	Moyen	Faible
Qualité des enquêtes récentes	Fort	Moyen	Faible
Capacité de traitements statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'analyses statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'utilisation et d'intégration des données statistiques	Fort	Moyen	Faible
Mécanisme de suivi et évaluation	Fort	Moyen	Faible



OBJECTIF 2 :

ASSURER UNE ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

CIBLE 3 : Donner, d'ici 2015, à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

SITUATION ET TENDANCES

Le système scolaire de la République de Djibouti était construit à l'origine pour répondre à une demande de scolarisation limitée. Il n'a pas, depuis lors, connu une évolution significative et est resté, de ce fait, jusqu'en 1999, en complète inadéquation avec les réalités prévalant dans le pays. Séquelles intrinsèques de son inadéquation, il n'est pas à ce jour capable d'absorber les demandes de scolarisation de tous les enfants y compris les enfants réfugiés.

En 1999, une remise en cause du système éducatif a été entreprise. L'examen en profondeur était nécessaire en ce sens qu'il fallait complètement réexaminer et reformuler la politique de l'éducation et mettre en place une politique actuelle et appropriée.

C'est ainsi qu'un schéma directeur décennal (2000-2010) ainsi qu'une loi d'orientation accompagnée d'un plan d'action à court terme furent établis ; modifiant considérablement l'organisation et l'agencement du système éducatif djiboutien, en mettant en exergue le caractère obligatoire de l'enseignement fondamental.

Par ailleurs, Djibouti a fait siens les engagements relatifs aux OMD qui sont ainsi une partie intégrante de sa stratégie nationale de développement.

Érigé depuis lors en priorité absolue du Gouvernement, l'éducation bénéficie d'un traitement particulier dont l'aspect le plus patent se reflète dans la dotation budgétaire dont il bénéficie dorénavant. En effet, en l'espace de cinq ans, la part de l'éducation dans le budget national est passée de 9% en 1999 à 20% en 2004.

Néanmoins la scolarisation des enfants réfugiés est toujours entièrement prise en charge par la communauté internationale à travers le HCR.

Ainsi, Djibouti met tout en œuvre pour atteindre ses objectifs de développement et ce faisant ceux de l'OMD avec l'appui constant du HCR et de l'UNESCO en ce qui concerne l'éducation des enfants réfugiés. D'après les résultats de l'enquête EDAM2-IS, la scolarisation s'améliore et connaît une évolution à la hausse dans les districts mais reste toutefois faible au niveau des quatre districts de l'intérieur où le taux brut de scolarisation varie entre 20,6% et 30,5%. L'enquête relève qu'il existe aussi d'importants écarts en matière d'accès à l'éducation primaire entre le milieu urbain (52,9%) et le milieu rural (12,4%).

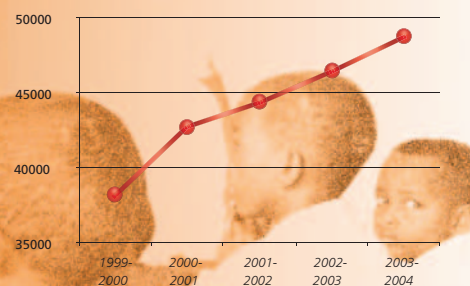
Cependant, pour l'enquête, l'examen des taux de scolarisation met en relief des problèmes notamment liés à l'accès au système éducatif. En 2002, le taux brut de scolarisation des garçons dans le primaire est évalué à 52,3 % alors que celui des filles est estimé à 50,0 %, avec un écart important au profit des garçons. Au niveau de l'enseignement secondaire, le taux brut est évalué à 31,6%. Les taux de scolarisation primaire et secondaire ont progressé en moyenne, chaque année, respectivement de 1,5 % et 6,0 %, et ce sur l'ensemble du pays.

Par ailleurs, le taux net de scolarisation primaire est évalué à 43,2 %. De même, le taux net de scolarisation dans le secondaire est estimé à 23,5 %.

Selon les données fournies par le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur (MENESUP), durant l'année académique 2003-2004 l'évolution de la population scolaire inscrite au primaire et au secondaire s'est maintenue. Ainsi, on enregistre en 2003-2004 un effectif total de 76.153 élèves contre 53.692 pour la période 1999-2000, au niveau du fondamental et du secondaire, tous âges et tous secteurs confondus.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES DU PRIMAIRE

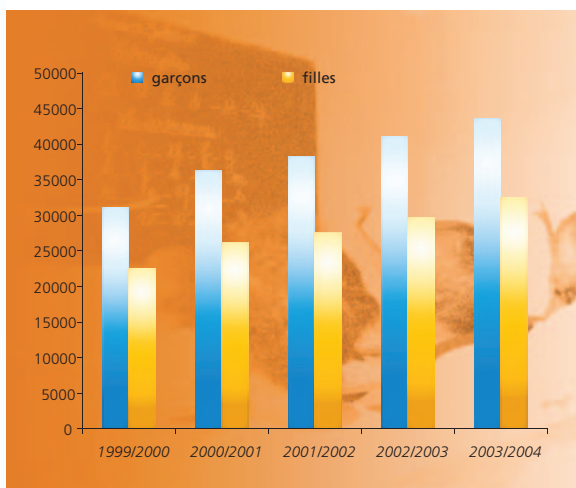
Années	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Effectifs	38 191	42 692	44 321	46 364	48 713



L'accroissement moyen annuel des effectifs, pour la période s'étalant de 1999 à 2004, est estimé à 5,6% pour l'enseignement de base (primaire), à 8,9% pour l'enseignement moyen et enfin à 16%

pour l'enseignement secondaire. Ce qui représente, pour la période considérée, un accroissement annuel moyen de 7,2%.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE PAR SEXE



L'accroissement des effectifs est plutôt en faveur des garçons que des filles, même si le taux de progression des effectifs de ces dernières (9,5%) est légèrement supérieur à celui des garçons (9%) sur la période s'étalant de 1999 à 2004. L'évolution constatée est encourageante et confirme l'importance croissante donnée à la scolarisation des jeunes filles. Elle reste cependant insuffisante pour avoir un effet significatif conduisant à l'atteinte de l'objectif de parité et d'équité d'accès tels que fixés par les OMD. En effet, l'Indice de Parité entre les Sexes (IPS), quoiqu'en légère hausse, indique un

déséquilibre entre les effectifs des garçons et ceux des filles. Il est passé de 0,75 en 1999 à 0,79 en 2002. En ce qui concerne, l'enseignement moyen et le secondaire, l'IPS est, pour 2002-2003, respectivement de 0,65 et 0,63 ; ce qui est encore très insuffisant.

On note en primaire une évolution notable à la fois au niveau de l'effectif des enseignants, qui passe de 1.067 en 1999-2000 à 1.410 en 2003-2004, qu'au niveau du nombre de salles de cours, qui passe de 519 à 748 salles pour la même période.

En ce qui concerne l'enseignement moyen, l'effectif total est estimé pour l'année scolaire 2003-2004 à 19.069 élèves dont 15.077, soit 79% du total, sont issus du secteur public. Pour ce niveau, entre 1999-2000 et 2003-2004, le taux brut de scolarisation a connu une évolution continue à la hausse, en passant de 18,4% à 28,5%. De plus, des efforts importants ont été fournis tant au niveau salles de cours complémentaires qu'au niveau des effectifs des enseignants. Ainsi en 2003-2004, on dénombre 220 salles de cours contre 188 en 1999-2000. L'enseignement privé compte, quant à lui, 98 salles de cours.

En 2003-2004, le nombre de collèges d'enseignement moyen est estimé à 30 unités (10 relèvent du secteur public et 20 du secteur privé).

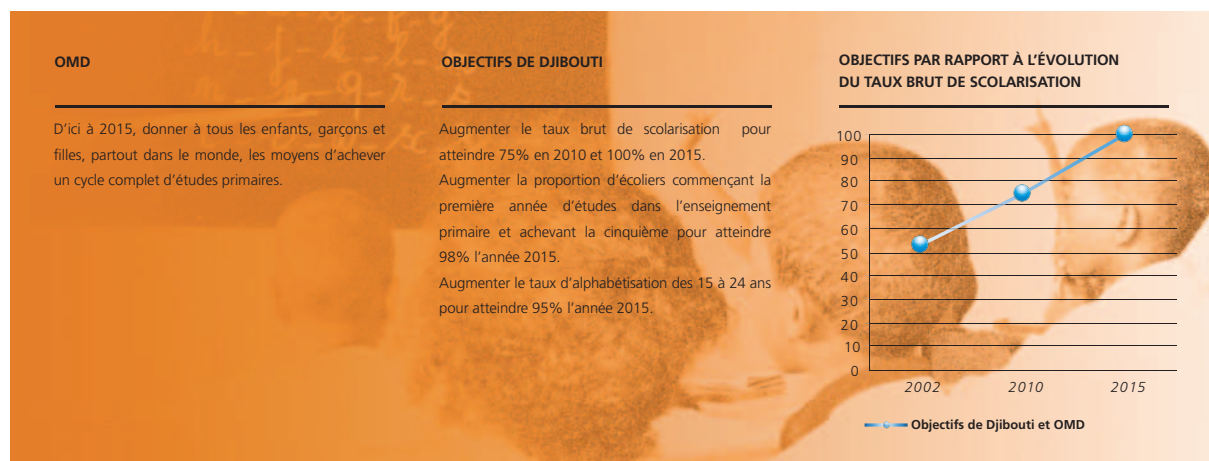
Quant au pôle universitaire, qui a débuté ses activités en octobre 2000 avec 461 étudiants inscrits, il affiche, pour l'année universitaire 2003-2004, 1134 étudiants inscrits. Il enregistre une augmentation moyenne annuelle des effectifs d'étudiants de 23%.

Selon EDAM-IS2, le problème d'analphabétisme se pose avec acuité. Il touche 42,1% des adultes de

plus de 15 ans et plus particulièrement les femmes (71,9%) que les hommes (41,4%).

Toutefois, il faut relever qu'avec une progression annuelle projetée de 13% au niveau du Taux Brut de Scolarisation (TBS), il n'est pas hors de portée de la République de Djibouti de parvenir à assurer une éducation primaire pour tous. Cependant, il est aussi patent que des efforts supplémentaires seront nécessaires pour effectivement rencontrer les objectifs et buts fixés.

RÉALISATIONS ET PROGRÈS À SUIVRE



Pour pouvoir assurer une éducation primaire à tous les enfants, des mesures institutionnelles, budgétaires et pédagogiques accompagnées de projets de société et de santé scolaire sont engagées :

► depuis la réforme de 2000, aucun enfant ne doit être renvoyé de l'école avant l'âge de 16 ans. Ce qui permet aux enfants de terminer au moins le cycle primaire ;

► les enfants ne seront plus refusés à l'inscription au cycle primaire pour défaut de documents d'État Civil. Cette mesure est salubre pour les populations des zones rurales et nomades où les déclarations de naissance et l'établissement d'acte d'extrait de naissance ne sont pas systématiques ;

► la capacité d'accueil du système scolaire croît au fil des ans avec la construction de nouvelles écoles et de salles de classes et une attention particulière est accordée à la formation des instituteurs ;

► les programmes "cantine scolaire" et fourniture "de bidons d'huile" soutenus par le PAM visent à encourager l'accès et le maintien à l'école des enfants des zones rurales et particulièrement les jeunes filles ;

► le programme "Kit scolaire" soutenu par l'UNICEF vise à ce que le manque de moyens financiers pour acheter les fournitures ne soit plus un obstacle pour accéder à l'école, surtout pour les pauvres.

► Un diagnostic de situation et une stratégie de santé scolaire ont été réalisés dans le cadre d'une consultation OMS avec soumission du rapport aux Ministères de la Santé et de l'Éducation.

► Le projet "Éducation" mis en œuvre par l'UNESCO pour le compte du HCR au bénéfice des

enfants réfugiés continuera à être soutenu jusqu'à la fin de l'opération rapatriement et fermeture des camps. Ce projet a pour objectif d'assurer l'accès à l'école primaire à tous les enfants réfugiés dans les camps de réfugiés à Djibouti.

DÉFIS À RELEVER

Il est indéniable que la République de Djibouti fait des efforts remarquables et soutenus pour la concrétisation des objectifs en matière d'éducation notamment au niveau du cycle du primaire afin que d'ici 2015 tous les enfants soient effectivement scolarisés. Il est aussi indéniable qu'elle doit relever des défis d'importance pour pérenniser l'expansion notamment de l'éducation primaire. En effet, outre la nécessaire consolidation des résultats déjà obtenus, le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur aura à combler des carences qui peuvent mettre en péril l'accomplissement de sa mission. Les défis se situent donc :

► au niveau des questions relatives à la démographie. En effet, il existe des lacunes importantes et préjudiciables à ce niveau. L'absence de données démographiques fiables ; la méconnaissance de répartition spatiale sont des carences dont souffre le système éducatif djiboutien. Il est difficile de formuler des stratégies et de poser des objectifs pour un objet dont on ne maîtrise pas les contours. Il est donc impératif pour l'éducation nationale de clarifier ce point ;

► au niveau de l'accès et de la participation, il existe encore d'importants écarts. En effet, il existe encore des zones à infrastructures scolaires déficitaires où tous les enfants ne vont pas à l'école car celle-ci est soit éloignée soit inexistante. Ce cas de figure s'observe à Balbala et dans certaines localités rurales ;

► on note que certaines familles défavorisées n'inscrivent pas leurs enfants surtout les filles à l'école. Il incombe au Ministre l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur de les persuader et favoriser ainsi les inscriptions des ces enfants ;

► améliorer les transitions entre cycles d'enseignements, gérer la transition entre le secondaire et l'université (améliorer la fluidité des transitions entre cycles ; les taux de redoublement peuvent compromettre l'atteinte des objectifs, déperdition et abandon) ;

► *maintenir et intensifier la formation des enseignants, et assurer la disponibilité et l'accessibilité des manuels scolaires.*

► *Par ailleurs, en étroite collaboration avec le HCR et l'UNESCO, des efforts devront également être consentis en vue de réussir (i) la remise-reprise des infrastructures scolaires actuellement existantes dans les camps de réfugiés après la fermeture des camps envisagée pour cette année pour certains (i) l'intégration dans le système éducatif djiboutien des élèves réfugiés dont les parents ne peuvent pas (pour des raisons bien fondées) envisager un retour dans leur pays d'origine dans un avenir proche.*

ENVIRONNEMENT POUR LE SUIVI ET ÉVALUATION

Environnement	Appréciations		
Capacités de collecte de données	Fort	Moyen	Faible
Qualité des enquêtes récentes	Fort	Moyen	Faible
Capacité de traitements statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'analyses statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'utilisation et d'intégration des données statistiques	Fort	Moyen	Faible
Mécanisme de suivi et évaluation	Fort	Moyen	Faible



OBJECTIF 3 :

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

CIBLE 4 : éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.

SITUATION ET TENDANCES

A l'instar des femmes des autres pays en développement, les femmes djiboutiennes composent la grande majorité des personnes dotées d'un niveau d'instruction le plus bas qui les confine dans un rôle moindre, sinon nul, dans le processus de développement, les plaçant par là même en marge de la société. Il en va de même pour la communauté des réfugiés installés à Djibouti et qui sont essentiellement originaires de la Somalie, pays voisin avec des valeurs socio-culturelles similaires.

En outre, des préjugés imputables aux valeurs socio-culturelles tendent, à Djibouti, à sous estimer la femme et à lui nier le droit à l'égalité.

En dépit des efforts considérables consentis par l'État dans le domaine de l'Éducation et plus spécifiquement ceux entrepris en faveur des filles, caractérisés par un nombre croissant de celles-ci fréquentant les établissements scolaires, force est de relever que les résultats obtenus restent mitigés.

Ainsi, selon les données fournies par l'EDAM-IS 2, les pourcentages des filles fréquentant les cycles primaire et secondaire seraient respectivement de 42 % et de 37 % des effectifs totaux de chaque cycle.

TAUX BRUT DE SCOLARISATION

Le taux brut de scolarisation des garçons dans le primaire est évalué à 52,3 % en 2002 alors que celui des filles est estimé à 50,0 %, avec un écart au profit des garçons. Au niveau de l'enseignement secondaire, le taux brut est évalué à 31,6%. Les taux de scolarisation primaire et secondaire ont progressé chaque année en moyenne respectivement de 1,5 % et 6,0 %, et ce sur l'ensemble du pays.

Groupe d'âge	Total		
	Masculin	Féminin	Ensemble
6 - 12	79,6	68,8	74,4
13 - 16	65,9	49,3	57,6
17 - 19	52,5	31,7	41,5
Total 13 - 19	60,6	41,8	51,0
20 - 24	22,5	12,3	16,8
Total	61,3	45,1	53,0

Source : EDSF- 2002

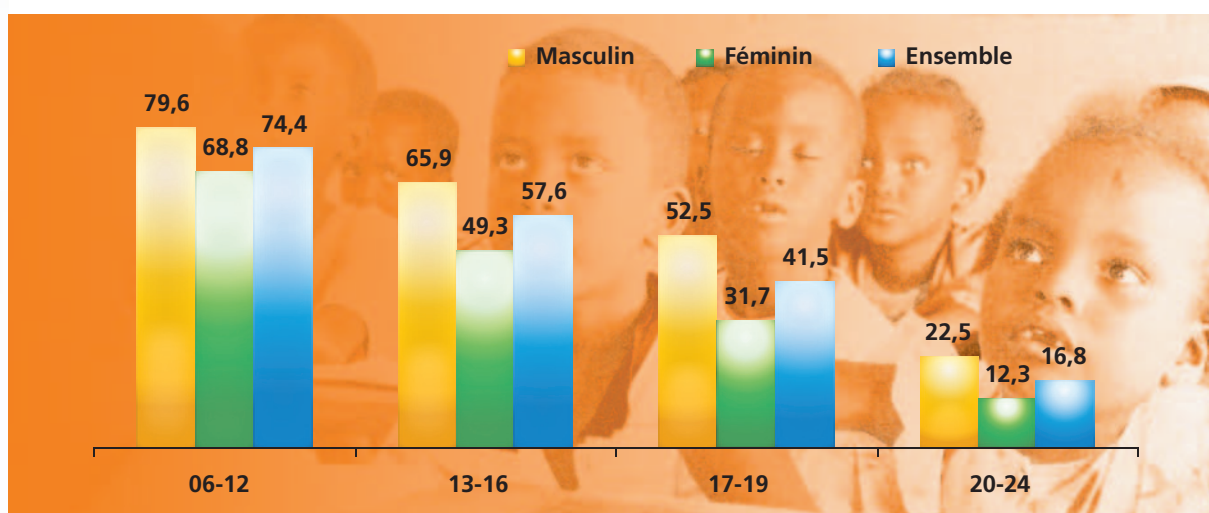
Par ailleurs, d'après l'enquête EDSF de 2002, la population fréquentant un établissement scolaire, par âge, sexe et milieu est comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

D'après les statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale, l'Indice de Parité entre les Sexes (IPS), quoiqu'en légère hausse, reste en déséquilibre. Il passe de 0,75 en 1999 à 0,79 en 2002. Pour l'année 2002-2003 l'IPS est de 0,79 pour le primaire et

en ce qui concerne l'enseignement moyen et le secondaire, il est, respectivement de 0,71 et 0,61 ; ce qui est insuffisant.

En ce qui concerne le niveau d'instruction de la population âgée de plus de 6 ans, on note un important taux d'analphabétisme. L'enquête EDSF estime en effet ce taux à 46,2%. Les femmes sont plus touchées que les hommes : on compte 56,3 % de femmes analphabètes contre 34,9% d'hommes.

TAUX BRUT DE SCOLARISATION



Dans le domaine de l'emploi, l'offre de travail féminin est faible en 2002, puisque la proportion des femmes de 15 ans et plus, qui sont actives, n'est que de 34,6 % contre 73,5 % pour les hommes. Cet effet est sensiblement positif pour les femmes mais la participation de ces dernières au marché du travail semble être conditionnée par le statut dans le ménage : l'on observe des écarts moyens pour les ménages monoparentaux, compris entre ceux des mariés (65 points de pourcentage), et ceux des célibataires (32 points).

La part des femmes de 15 ans et plus occupant un emploi ne représente que 26,7 % de l'ensemble, ce qui s'explique en partie par le faible taux de participation de celles-ci au marché du travail. 43,3 % d'entre-elles exercent une profession indépendante, 29,8 % sont salariées dans le secteur public et 21,6 % salariées dans le secteur privé. Le chômage frappe un peu plus les femmes que les hommes : 68,6 % des femmes actives sont au chômage, contre 54,6 % pour les hommes.

OMD	Objectifs de Djibouti
Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.	Atteindre un rapport filles/garçons de 1 dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur en 2015
	Augmenter le taux d'alphabétisation des femmes
	Augmenter la participation des femmes à la vie économique
	Augmenter la participation des femmes dans la vie publique

Depuis ces cinq dernières années, un élan politique certain est observé pour atteindre les objectifs de l'égalité des sexes. En effet, tout au long de cette période, la prise en compte de la problématique du genre a été réelle et a été placée au cœur du débat politique notamment sur la participation des femmes au développement. La mise en relief de la prise en compte de la problématique du genre s'est traduite dans les faits par la réalisation des mesures suivantes :

- en décembre 1999, la loi n°62/AN/99/4^{ème} L, instituant le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de la Promotion de la Femme, du Bien-Être Familial et des Affaires Sociales auquel mission est donné d'œuvrer notamment en faveur de l'intégration de la femme dans le processus de développement national dans sa globalité, selon une approche holistique ;
- en juillet 2002, la loi n° 173/AN/02/4^{ème} L, portant adoption de la stratégie nationale d'intégration de la femme, faisant de Djibouti, à cette

occasion, le premier pays arabe dont la stratégie prenait force de loi. C'est dans ce cadre précis que des mesures sont proposées pour mieux intégrer la femme dans le processus de développement. La stratégie nationale se décline en quatre domaines jugés prioritaires. Il s'agit des domaines relevant (i) de la prise de décision, (ii) de la santé, (iii) de l'éducation, (iv) de l'économie ;

- en novembre 2002, la loi n° 192/AN/02/4^{ème} L, instituant un système de quotas en faveur des femmes dans les fonctions électives et l'administration. Cette loi porte à 10% le nombre de femmes au parlement ;
- en janvier 2002, la promulgation d'un nouveau code de la famille qui consacre véritablement les droits des femmes en prenant en compte à la fois le droit coutumier, islamique et le droit d'inspiration occidentale. Ce code constitue une avancée majeure dans le droit de la femme car il s'agit d'affirmer l'égalité des hommes et des femmes ;

► les programmes d'alphabétisation des adultes en arabe réalisés par le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de la Promotion de la Femme, du Bien-être Familial et des Affaires Sociales enregistrent des progrès. En effet, le nombre de femmes alphabétisées dans le cadre de ces programmes est de 2885 en 2002-2003 ; de 3000 en 2003-2004 et enfin de 3115 pour l'année 2004-2005 ;

► le Fonds Social de Développement (FSD), un organisme public de la micro finance, a fait de la promotion socioéconomique des femmes une de ses principales activités ;

► le HCR, en collaboration avec l'UNESCO et le PAM a contribué à renforcer la scolarisation des enfants et en particulier des filles dans les camps de réfugiés. Il a mis un accent particulier sur la promotion de la scolarisation des filles et a insisté sur la nécessité de mettre en place un système de suivi. Dans les différents secteurs d'assistance aux réfugiés, le HCR a mis l'accent sur la promotion et le renforcement des capacités des femmes réfugiées afin (i) d'améliorer leurs conditions de vie et à travers elles, celles de leurs familles et de la communauté réfugiée toute entière (les femmes réfugiées sont de plus en plus présentes dans les différents comités avec pouvoir décisionnel dans les camps) ;(ii) d'assurer leur accès aux différents services sociaux et à l'assistance octroyée par la communauté internationale ;

► à travers son programme "Vivres contre Travail" et "Vivres contre Alphabétisation", le Programme Alimentaire Mondial a initié et soutenu des activités agricoles en faveur des femmes et aidé à l'alphabétisation fonctionnelle des jeunes filles. Ces programmes sont exécutés en partenariat avec le Ministère de la promotion de la femme et l'UNFD.

DÉFIS À RELEVER

L'essentiel des défis que le Gouvernement devra relever est contenu dans la Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme au Développement (SNIFD) qui est l'élément central dans la promotion de l'égalité et de l'autonomisation de la femme djiboutienne. La réalisation effective de cette stratégie qui se décline pour l'essentiel en quatre composantes que sont : i) la prise de décision ; ii) la santé ; iii) l'éducation et enfin iv) l'économie, constitue un véritable pari pour les pouvoirs publics et la société djiboutienne.

De manière plus spécifique, pour réussir la stratégie d'intégration des femmes dans le développement notamment dans le secteur formel, il faudra mettre l'emphasis sur :

► le renforcement d'égalité des chances dans le cadre du travail et l'augmentation des responsabilités des femmes aux postes de décisions, électives ou autres. (A Djibouti, le système de quota en vigueur est fixé à 10% alors qu'au niveau international il est généralement de 30%) ;

► la lutte contre les pratiques néfastes et contre toutes formes de violence à l'égard des femmes ainsi que l'affirmation des droits de la femme, protection et promotion de la famille ;

► l'accès à l'information et aux services de santé reproductive et de planification familiale ;

► la réalisation de l'objectif national d'atteindre un taux brut de scolarisation de 65% et la lutte contre l'analphabétisme.

ENVIRONNEMENT POUR LE SUIVI ET ÉVALUATION

Environnement	Appréciations		
Capacités de collecte de données	Fort	Moyen	Faible
Qualité des enquêtes récentes	Fort	Moyen	Faible
Capacité de traitements statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'analyses statistiques	Fort	Moyen	Faible
Capacités d'utilisation et d'intégration des données statistiques	Fort	Moyen	Faible
Mécanisme de suivi et évaluation	Fort	Moyen	Faible